

Studia Kurdica

N° 1-5
1988

La culture kurde en Turquie à l'épreuve du second choc
Kendal Nezan

Les Kurdes et leur langue au XVII^{ème} siècle : Notes d'Evliya Çelebi
sur les dialectes kurdes
Martin Van Bruinessen

La question kurde et les médias occidentaux
Gérard Chaliand

Regards sur les origines des Kurdes et de leur langue
Ismet Chériff Vanly

Ismail Beşikçi : un homme de science persécuté
Ali Bucak

Etude des relations arméno-kurdes et leurs problèmes
Gérard Libaridian

Le Kurd Dagh et le mouvement Mouroud
Roger Lescot

L'Action des Grandes Puissances dans la région
d'Ourmia (Iran) et les Assyro-Chaldéens: 1917-1918
Daniel Méthy

Villages et petites villes kurdes dans l'Irak actuel
Leszek Dzielg

Bibliographie
Joyce Blau

Chronologie

ETUDE DES RELATIONS ARMENO-KURDES ET LEURS PROBLEMES

*Gérard Libaridian **

Introuduction

Pendant des siècles, Kurdes et Arméniens ont partagé un territoire que les deux peuples considèrent comme faisant partie de leur patrie. Au cours des cinq derniers siècles, tous deux ont été sujets de l'Empire ottoman, qui a dessiné les grandes lignes de leur histoire. Tous deux ont, en outre, partagé des dimensions culturelles qui ont survécu à leurs tendances à l'occidentalisation. Et pendant cette longue période, les contacts sociaux et économiques entre Kurdes et Arméniens ont également été intenses.

Du point de vue politique, leurs relations ont couvert toute la gamme des possibilités, allant des massacres aux alliances stratégiques, et ont joué un rôle essentiel dans la survie politique et physique des deux peuples. Au cours du 19^e siècle et au début du 20^e, le pouvoir des chefs de tribus kurdes a été manipulé dans un sens hostile aux Arméniens. Etant donné l'importance que l'Anatolie et l'Arménie-Kurdistan ont revêtu du point de vue du nationalisme turc, les relations arméno-kurdes constituent aussi un problème important pour la compréhension de l'histoire moderne de la Turquie et de la base morale de la République qui a remplacé l'Empire. Le passage, dans la pensée et la pratique politiques turques, de la tradition impériale au modèle de l'Etat-nation est évidemment devenu un élément clé de l'histoire du Proche-Orient : il a servi d'axe à la politique de génocide suivie par le gouvernement jeune-turc envers le peuple arménien ⁽¹⁾, au massacre de plus de 700 000 Kurdes et à la dispersion de quantités d'autres ⁽²⁾, et à la mort, par la famine et la maladie, d'une masse au moins égale de Turcs dans les mêmes régions.

Les Kurdes et les Arméniens sont deux des trois peuples du Proche-Orient qui, après la Première Guerre mondiale, se sont vu refuser l'autodétermination ; leurs relations revêtent par conséquent une importance certaine du point de vue de la géopolitique actuelle du Proche-Orient. Arméniens et Kurdes ont toujours à faire face à a) un gouvernement turc qui refuse de reconnaître leur cause, b) un statu quo fondé sur un système d'Etat-nation qui les exclut, et c) un climat international plein d'indulgence pour le terrorisme d'Etat et le génocide.

* Directeur du Zoryan Institute for Contemporary Armenian Research and Documentation, Cambridge, Mass., rédacteur en chef de l'*Armenian Review*, Boston.

Et cependant, à de rares exceptions près, la question des relations arméno-kurdes n'a guère retenu l'attention des spécialistes. Au mieux, la littérature existante tend à traiter les deux problèmes séparément. Le propos de cet article est de passer brièvement en revue certains travaux qui ont eu pour but de combler cette lacune, d'examiner les raisons possibles sous-jacentes à cette carence de l'historiographie, et à proposer certaines démarches propres à aider à surmonter la difficulté du problème.

On peut attribuer l'absence d'intérêt pour des changements aussi considérables que ceux qu'on vient de rappeler à des problèmes inhérents aux études concernant le Proche-Orient, domaine qui n'a que récemment connu un développement autonome. On peut aussi se montrer indulgent et avancer que la complexité de la question a plus effrayé qu'intéressé les chercheurs.

On doit néanmoins essayer de trouver une explication plus consistante dans la nature subjective de la recherche elle-même. Il est souvent nécessaire d'exprimer en paroles ce qui est une vérité fondamentale mais ignorée : historiens et scientifiques ne sont pas des entités éprouvant des intérêts et formulant des conclusions dans l'abstrait. Ils partent d'ordinaire de perspectives qui prédéterminent leurs sujets d'étude ainsi que les questions à soulever sur ces sujets. Alors que le schéma à suivre pour parvenir à une conclusion donnée peut s'appuyer sur des règles objectives, l'idéologie au sein de laquelle intervient l'analyse constitue le test final pour le chercheur appelé à déterminer l'histoire restant à écrire et les valeurs - qu'on considère comme légitimes ou défendables - qui lui seront inhérentes.

Des historiens "étatistes"

Pour la plupart des Turcs et des Occidentaux qui se sont occupés de l'histoire de la Turquie, l'Etat-nation constitue le critère de la légitimité d'un peuple. Il s'ensuit qu'en règle générale les études concernant l'Empire ottoman et la Turquie moderne tendent à renforcer l'affirmation de l'Etat turc selon laquelle il n'existe pas de peuple kurde, ce qui écarte la légitimité des désirs et des revendications de ce peuple. Par une démarche similaire, on se borne à considérer les Arméniens comme une petite minorité, souvent agitée et dérangeante, qui n'a pas pu avoir une existence propre mais est apparue sur le théâtre de l'histoire pour être massacrée. En d'autres termes, les historiens tendent à reproduire les falsifications et les valeurs des hommes politiques alors qu'ils sont censés les expliquer et les évaluer. L'absence aujourd'hui d'une structure d'Etat indépendante est devenue un critère légitime de mesure de la légitimité d'une existence et des aspirations passées.

...*l'histoire exalte la survie de l'Etat dans une forme*...
 ...*non seulement comme la préoccupation politique d'un milieu*
 ..., mais aussi comme une valeur absolue et moralement défendable ⁽⁴⁾.

Le phénomène est encore plus accusé pour les historiens de la Turquie qui sont d'origine turque. La plupart de leurs écrits concernant la dimension non-turque de l'histoire ottomane trahit une participation consciente ou inconsciente à l'idéologie, sinon à la mythologie, de l'édification moderne des nations dans laquelle sont engagés la plupart des Etats et plus particulièrement les nouveaux Etats-nations. Ce processus implique plus que la réécriture de l'histoire : ici l'histoire devient un récit et la nation comme catégorie historique se transforme en catégorie absolue : l'histoire devient alors un enchaînement prévisible d'événements inévitables d'origine quasi-divine, menant à l'instauration de l'Etat-nation. La plupart des histoires du Proche-Orient au 19^e siècle posent en principe qu'avant 1923 l'histoire ottomane ne fut qu'un prélude à la fondation de la République turque. Ce qui implique que les éléments non-turcs tels que les Arméniens et les Kurdes étaient par définition en dehors de l'histoire, quelles que fussent leur importance numérique, leur position socio-économique ou politique, ou les droits, y compris le droit à l'autodétermination, qu'ils pouvaient avoir. Le génocide des Arméniens et les massacres et les déportations des Kurdes deviennent alors des mesures au moins compréhensibles, voire justifiables, dans le processus de réalisation d'une finalité inscrite dans le destin : l'établissement d'un Etat-nation turc.

Le reste n'est que détail. Lorsque des auteurs par ailleurs respectables nient le génocide des Arméniens en dépit de preuves accablantes, ils ne font en réalité qu'insister sur le fait que les Arméniens n'ont pas place dans leur conception du monde, et dans leur conception de la politique qui tendait à l'exclusion des Arméniens : le génocide ⁽⁵⁾. Le refus de faire de la situation kurde actuelle un objet de recherche sérieuse manifeste un préjugé allant bien au-delà de ce qu'un spécialiste donné peut penser de telle ou telle revendication ou organisation kurde. La Turquie est un Etat dont l'idéologie nie la question de classe et le droit des éléments non-turcs à l'existence. Ses apologistes rejettent la possibilité que la classe et, par extension, les problèmes socio-économiques puissent présenter un intérêt soit pour le développement, soit pour l'intelligence de l'histoire.

Le fardeau du libéralisme et du gauchisme

Le problème ne se limite pas aux historiens turcs réactionnaires ou conservateurs, bien que ce soit eux qui bénéficient de la promotion et du soutien officiels. Il importe de souligner que la plupart des historiens libéraux et de gauche, eux aussi, semblent apprécier la possibilité d'analyser une société turque libérée de son hétérogénéité. Les formules "marxistes" rigides et simplistes sur la stratification économique sont difficilement applicables à la mosaïque du Moyen-Orient ; ici, on doit distinguer avec plus de perspicacité et moins d'assurance les catégories ethniques, religieuses et de classe. Néanmoins, de nombreux auteurs qui osent s'écarter de l'idéologie officielle d'Etat en incorporant les dimensions et motivations socio-économiques dans leur conception du monde, commettent la même erreur que les "étatistes". Ce qui change, ce sont les raisons justifiant la mise à l'écart des non-Turcs ⁽⁶⁾.

Bien qu'on puisse soutenir qu'en tant que cadre conceptuel, la classe soit plus pertinente que l'identité ethnico-culturelle, on peut douter qu'il existe une catégorie plus pertinente que l'existence. Le problème des Arméniens et des Kurdes se trouve comprendre une catégorie plus complexe qui fut formulée en son temps par les révolutionnaires arméniens : un peuple à l'identité ethnico-culturelle distincte traité comme une classe opprimée, la justification de son oppression et de son exploitation se fondant sur son caractère distinctif et menant finalement à son élimination physique ⁽⁷⁾. Assassins en masse et génocides sont une plus grande calamité - et la pire des formes imaginables de négation de l'humanité et des droits de l'homme - que l'oppression d'une classe. Et cependant, en dépit de la fascination populaire qu'inspire l'horreur, les génocides comportent une dimension inhérente de finalité et attirent moins l'attention que les luttes de classe - mais retiennent bien entendu l'attention des gouvernements qui cherchent des solutions radicales ou "finales" aux problèmes politiques.

Quelques signes encourageants

Quelques publications récentes à l'extérieur de la Turquie pourraient indiquer des changements subtils au sein de l'intelligentsia turque, en direction de la reconnaissance d'un problème kurde et, dans une moindre mesure, d'un problème arménien ⁽⁸⁾. Mais on est encore loin du niveau de ce qui constituerait une dimension critique de l'histoire turque : les peuples non-turcs dans l'Empire ottoman. Dans ce domaine, le sujet qu'on présente comme étant intéressant est celui du *millet*. Or,

approcher le sujet des "minorités" de l'Empire ottoman sur la base du *millet* laisse par définition à l'écart le peuple kurde, lequel faisait apparemment partie de la communauté musulmane ou majoritaire. En ce qui concerne les Arméniens, il est de fait qu'en tant que disposition administrative dans le cadre de la superstructure de la société, le système du *millet* évoquait un certain sens ottoman de tolérance et de libéralisme. Néanmoins, même à l'apogée de son existence formelle, les privilèges afférents au *millet* concernaient en grande partie les sujets des classes moyenne et supérieure des grandes agglomérations urbaines ; la structure du *millet* n'a certainement rien à voir avec le système fiscal ou avec les droits sociaux, économiques, civils et politiques des classes inférieures qui formaient la masse de la population arménienne ⁽⁹⁾.

Les historiens turcs qui étudient par exemple les problèmes concernant la paysannerie et l'agriculture ottomanes - dont les paysans arméniens faisaient partie intégrante - n'ont montré ni inclination ni moyen de consulter les sources substantielles arméniennes existant sur le sujet. En tant que sources non-officielles, plus proches de la vie réelle de la population, ces archives tendraient à présenter un tableau des aspects de la vie paysanne et de la politique agricole dont on ne trouve pas d'écho dans les statistiques ou documents officiels ; dans des conditions moins soumises à l'idéologie, ces sources seraient considérées comme des trésors pour la reconstruction du passé. Mais il y a eu une conspiration "naturelle" pour négliger tout fait ou document susceptible d'aller à l'encontre de l'idéologie de l'Etat ou des préjugés des historiens.

Ne s'étant pas soucié de traiter directement des éléments qui faisaient si étroitement partie de la société ottomane, les sociologues ont eu à traiter de leurs conséquences. Au moins un historien turc de l'économie a découvert que les ruptures liées à la guerre ne sauraient à elles seules expliquer l'effondrement de la production agricole qui fut manifeste dans les années d'après-guerre ; il devenait nécessaire de reconnaître la politique destructrice du gouvernement ottoman dirigée contre les Kurdes, les Turcs mais surtout contre les Arméniens, afin de donner à l'histoire un semblant d'authenticité ⁽¹⁰⁾.

Des recherches sérieuses sur les relations arméno-kurdes, recherches dépourvues non seulement de préjugés raciaux mais également de préjugés politico-philosophiques, peuvent aider les spécialistes de la Turquie à comprendre certains des aspects les plus complexes de la politique menée contre les Arméniens et les Kurdes - et la façon dont on se sert de ceux-ci contre ceux-là -, mais plus généralement la façon dont l'Etat se sert effectivement de la religion et de la race pour éloigner les Turcs des autres, pour les défendre contre les modes de pensée menant à des revendications de libertés politiques et d'égalité, revendications qui étaient plus facilement adoptées ou intérieurement développées par des éléments

socio-ethniques opprimés, tels que les Arméniens, les Arabes, les Grecs et dans une certaine mesure les Kurdes.

Historiens et intellectuels arméniens et kurdes n'ont pas fait grand chose pour compenser la rareté des études consacrées aux relations entre leurs peuples. Une recherche sommaire révélera certains travaux d'un style impressionniste écrits avant la Première Guerre mondiale ⁽¹⁾. On se serait attendu à ce que la période d'après-guerre fournisse plus d'études sur le sujet. Le fait est qu'il n'existe que deux travaux de valeur. Le premier s'intitule *Kurd azgayin charjoun yev hai-krdakan haraberoutiounere* (Le mouvement national kurde et les relations arméno-kurdes). Cette étude parue d'abord en série d'articles dans *Hairenik*, revue mensuelle en arménien publiée à Boston, entre 1929 et 1931, et plus récemment en volume à Beyrouth en 1969. Son auteur, Garo Sassouni, était un auteur arménien connu né dans les montagnes du Sassoun. Il fut combattant de guérilla pendant la dernière période du mouvement révolutionnaire arménien. Il survécut au génocide, et fut gouverneur de province pendant la période d'indépendance de la république arménienne. Etant né et ayant été élevé dans une région de l'Empire ottoman où Kurdes et Arméniens vivaient ensemble, Sassouni fut parmi les Arméniens un des plus chauds partisans d'une coopération arméno-kurde. Son étude fut même écrite vers la fin de la révolte kurde de 1929 à laquelle il prit une part active pour le compte de la Fédération Révolutionnaire Arménienne - *Dachnaksoutioun*. Ce texte fournit une vue d'ensemble historique et politique des relations arméno-kurdes et traite des facteurs institutionnels et dans une certaine mesure économiques qui peuvent expliquer le caractère nouveau des relations entre les deux peuples dont les histoires sont si étroitement mêlées. A la différence de beaucoup de ses contemporains, Sassouni fut capable de voir les Kurdes comme un peuple dont les actions diverses devaient être comprises dans le contexte de la stratification sociale et politique de ses institutions. Dans l'ensemble, ce travail reste un plaidoyer en faveur de la collaboration et de liens plus étroits.

La seconde et plus récente étude est due à l'auteur kurde Siyamend Othman. Sa "Participation des Kurdes dans le massacre des Arméniens - 1915" est parue dans *Critique Socialiste* (1982). Ce travail se fondait sur sa thèse "Le Kurde et le sang versé des Arméniens" par K.M. Ahmad - Aperçu général du texte et du sujet - présenté en 1981 à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. L'article reste un travail précis et nettement courageux. Traitant directement du sujet le plus épineux et le plus douloureux qui se présente entre Kurdes et Arméniens, Othman écarte les différences religieuses en tant que cause de la participation kurde au génocide des Arméniens de 1915 ; il soutient qu'une structure féodalo-tribale fut manipulée de façon à créer les conditions d'une telle participation, les chefs de tribu-seigneurs féodaux ayant été cooptés dans les projets de la politique ottomane. Il avance aussi que la prépondérance économique de la bourgeoisie arménienne sur

le marché peut avoir prédisposé les Kurdes contre les Arméniens. L'auteur est hostile à toutes les formes de racisme qui aveuglent les individus et les communautés et accroissent l'impact de tragédies dont les peuples ont déjà souffert. L'étude intervenait dans une période où la lutte des Kurdes s'intensifiait et où les groupes arméniens organisés en secret avaient, par la violence politique, ramené l'attention du monde sur la cause arménienne elle-même. La question de la coopération arméno-kurde s'est posée de nouveau et dans quelques cas des efforts communs et réels sont devenus publics. Bien que certains points soulevés par Othman exigent une étude plus poussée ⁽¹²⁾, il ne fait pas de doute que son appel à la raison et à l'objectivité fait beaucoup pour surmonter les préjugés idéologiques, sociaux et historiques qu'on a pu déplorer dans ce domaine.

Voisinage et éloignement

Il se peut qu'en dépit de l'importance des questions soulevées ici, il existe dans le problème des relations arméno-kurdes une autre dimension qui ait dépassé les catégories historiques utilisées jusqu'ici, car en réalité, malgré des parties parallèles et communes dans l'histoire et la géographie, Arméniens et Kurdes continuent à exister et à exprimer leurs problèmes culturels et historiques comme si chacun était ignorant de l'existence de l'autre. Même dans les cas où l'on préconise une coopération politique ou stratégique, on parvient à une conclusion en suivant un raisonnement de conceptualisation ("deux peuples opprimés") ou fondé sur un argument en faveur d'une nécessité tactique pour faire face à l'ennemi commun ("bras kurdes et cerveaux arméniens") ⁽¹³⁾. Quelque évidents que ces arguments puissent sembler, ils ne découlent pas du cours naturel de l'histoire ou d'une cohabitation aussi longue des deux peuples, ou encore d'un sens de destinée commune. Ce désintérêt quasi-total entre Kurdes et Arméniens n'existe même pas entre Arméniens et Turcs ni entre Turcs et Kurdes.

Dans quelle mesure ce désintérêt existait-il avant les modifications radicales imposées par les Jeunes-Turcs entre les deux peuples ? Ou s'agit-il d'un problème de reconstruction culturelle après les massacres et les déportations des deux peuples ? On peut par exemple rappeler que la paysannerie arménienne, c'est à dire l'élément le plus proche des Kurdes par la culture et du fait de l'adversité, fut complètement éliminé par le génocide. De plus, les perceptions du génocide postérieures à l'hécatombe ont été en grande partie définies par des éléments urbains survivants qui avaient eu peu de contacts avec les Kurdes, sauf à voir en eux des pillards et à l'occasion des sauveurs durant les massacres et la déportation, mais néanmoins toujours comme une force extérieure. On peut supposer que les deux facteurs ont joué un rôle dans la définition de ce paradoxe.

La façon dont les Kurdes étaient perçus pendant la période précédant le génocide couvre tout un éventail d'attitudes allant d'un sentiment authentique de parenté dans certaines régions, y compris la conscience que d'assez nombreuses tribus kurdes étaient des familles féodales arméniennes converties, à une haine due aux pillages et aux destructions causées par les pratiques tribales. Il n'était pas rare de discerner un mélange simultané des deux attitudes.

Il importe de noter que les porte-parole et les commentateurs arméniens dont la vision de l'Arménie se fondait sur des catégories populistes ont été conscients de deux attitudes et ont préconisé une orientation susceptible de mener à la coexistence des divers éléments en présence. Khrimian Haïrik, qui était né à Van et était parvenu au sommet de la hiérarchie religieuse arménienne au cours d'une longue carrière axée sur l'écho constant donné aux souffrances de son peuple, distinguait une certaine dualité dans la position kurde et, tout en prêchant l'autodéfense contre les Kurdes, recherchait en même temps le rapprochement avec eux en comprenant leur structure socio-politique et en préconisant la sédentarisation agraire.

Parmi les premiers activistes politiques, Mekertitch Terlemezian, le vrai leader des Armenakans, la première organisation proto-révolutionnaire parmi les Arméniens, ne pouvait pas laisser les Kurdes en dehors de ses conceptions politiques. Dans une série d'éditoriaux publiés dans *Armenia*, il préconisait de faire entrer les réalités objectives dans un programme politique commun. Mais ce sont les partis politiques, le Hentchakian et le Dachnaksoutioun, qui formulèrent clairement un programme en préconisant une solution radicale au problème de l'Empire par la coalition d'éléments réformistes d'opposition, dont les Kurdes. A la suite de tentatives infructueuses en ce sens, la Fédération révolutionnaire arménienne parvint à une série d'accords tactiques entre les chefs de tribu et le parti, essayant ainsi de neutraliser, sinon d'entraîner, l'opposition féodale kurde dans le mouvement arménien de guérilla entre 1896 et 1908 ⁽¹⁴⁾.

Bien que le problème kurde préoccupât les penseurs les plus progressistes, d'une façon générale, on conclut qu'il était difficile de parvenir à une véritable coopération, étant donné les différences fondamentales dans les structures socio-économiques des Kurdes nomades et des Arméniens sédentaires.

Il est également important de souligner que dans la période précédant le génocide comme dans celle qui le suivit, chez les deux peuples, l'obsession de leurs divisions internes obscurcissait la capacité de distinguer certaines réalités objectives. Les Kurdes étaient divisés en tribus et séparés par des frontières internationales ; les Arméniens quant à eux se sentaient déchirés à cause de conflits entre artisans et marchands, entre paysans et citadins, entre ceux qui souffraient sur le sol de la patrie et ceux qui avaient trouvé la sécurité dans une diaspora de plus en plus nombreuse, sans compter le fait qu'ils étaient divisés par des frontières internationales entre la Russie, la Perse et l'Empire ottoman.

Le fait est important, non seulement parce qu'il conduit à des jugements pénétrants, dans un domaine où les complexités, dirigées vers l'intérieur, sont acceptables, mais encore parce qu'il délimite le domaine dans lequel les deux peuples cherchaient la formulation de leurs problèmes. La société arménienne se tournait de plus en plus vers la culture occidentale pour y puiser la terminologie propre à décrire ses problèmes et la définition des principes qui rendaient le statu quo inacceptable. C'est également vers l'Occident que les Arméniens se tournaient pour trouver leurs alliances politiques les plus naturelles. Le caractère de la société arménienne et ses préoccupations économiques au sujet de l'agriculture et du commerce local et international exigeaient la sécurité, la stabilité et la protection. Le nationalisme occidental, même adapté aux nécessités arméniennes, conservait ses structures culturelles héritées de la Révolution française. En fait, c'était la dimension culturelle - celle qui définit le passé et l'avenir de l'homme - qui lui fournissait la raison de considérer que sa société stagnait et de rêver d'un avenir meilleur. Au 19^e siècle, quand on rêvait de changements et d'améliorations, on n'avait comme modèle que celui qu'offraient les nations occidentales "avancées", lesquelles regardaient leur progrès comme un signe de la vitalité de leur culture.

Il était plus familier et plus naturel aux Arméniens de regarder vers l'Occident, vers sa culture dynamique, vers l'expression qu'il donnait aux possibilités de changement, et inévitablement aux stratégies qu'il offrait en vue de ce changement, à savoir les voies diamétralement opposées de la révolution et de l'impérialisme, toutes deux créations occidentales. Il est plus facile d'établir ce fait comme une vérité d'évidence que de l'expliquer. Il est possible aussi que, en tant que communauté religieuse aliénée et victime de discrimination, les Arméniens chrétiens se soient aisément identifiés à l'Occident chrétien. Les mythes médiévaux sur le salut par les "Francs" ne pouvaient que contribuer à cette tendance. Il est vrai aussi que les communautés de marchands arméniens maintenaient le lien entre les petites villes d'Anatolie et les petites cités européennes en tant qu'intermédiaires non seulement du capital et des marchandises mais aussi de la culture ou du moins des idées culturelles qui finirent par jouer un rôle dramatique dans l'image que l'Arménien se faisait de lui-même ⁽¹⁵⁾. Cette image impliquait des changements et des réformes, libérales et parfois radicales ; et dans les conditions régnantes, la plupart des réformes qui pouvaient être qualifiées de bourgeoises ou de libérales étaient radicales du point de vue de l'Empire ottoman.

Afin d'être partie prenante dans ce monde en mutation et pour faire en sorte que les changements profitent aussi aux Arméniens, ceux-ci s'éloignèrent encore de leurs voisins et en particulier des Kurdes. D'une façon générale, ceux-ci s'en tenaient au statu quo comme meilleure garantie du maintien d'une structure féodale. De leur côté, les Arméniens cherchant des alliés pour la réalisation de leurs rêves politiques, se tournaient naturellement vers l'Occident alors que les Kurdes évoluaient vers l'acceptation de l'Etat ottoman et l'alliance avec lui.

Ainsi donc, bien que le niveau de vie quotidien des Arméniens et des Kurdes, au moins en ce qui concerne les sédentaires, fût bien souvent le même, bien qu'une grande partie des deux peuples menât une vie misérable, l'expression "culturelle" de chacun des deux peuples lui fournissait un ensemble de valeurs sociales et politiques différent, sinon contradictoire. Avant la Première Guerre mondiale, cette aliénation dépassait l'impact des doléances quotidiennes formulées par les Arméniens contre les pillards kurdes et de toute exploitation des Kurdes par les marchands arméniens. Il fallait plus qu'un bond dans l'imagination politique pour surmonter de tels écarts, un bond que par parenthèses, les révolutionnaires arméniens tentèrent en adoptant des conceptions socialistes et marxistes.

Après la guerre, les Arméniens de la diaspora ne connurent des Kurdes que les incidents que ceux-ci avaient causés dans leurs vies individuelles et que l'obstacle que les Kurdes avaient représenté dans leur passé collectif. Le Kurde est l'assassin du grand-père ou le sauveur pendant le génocide. Pour les Kurdes, qui n'ont guère de raison de se rappeler dans le détail les événements de 1915 et qui, comme bien d'autres, en sont arrivés à penser que le monde est ce qu'il semble être aujourd'hui, les Arméniens ne sont qu'un vague souvenir.

L'apparition d'une nouvelle résistance chez les deux peuples contre l'hégémonie turque est pour tous les deux une source de perplexité. La reconnaissance de nécessités communes requiert donc un argument logique. Bien que des revendications territoriales incompatibles rendent prudent des deux côtés, on constate un sens de curiosité mutuel comme chez de vieux voisins séparés depuis longtemps. L'exil des Arméniens et leur extermination quasi-totale, la menace d'un destin identique pour les Kurdes permettent alors de surmonter des souvenirs déplaisants et des préjugés profondément enracinés.

Il n'empêche qu'historiens et sociologues ont grandi avec ces souvenirs et ces préjugés. Cet éloignement des cultures a dominé quand l'Arménie occidentale a formé la nouvelle diaspora et quand le nom du Kurdistan a rejoint en Turquie celui d'Arménie parmi les termes bannis. De même que les simples mortels, les historiens eux aussi semblent penser que le monde a toujours été ce qu'il paraît être aujourd'hui.

Surmonter les préjugés

L'objet des remarques qui vont suivre est de contribuer à un processus entamé par des auteurs kurdes tels que Siyamend Othman et des intellectuels comme Yilmaz Güney ⁽⁶⁾, processus qui intègre un effort conscient pour dominer les problèmes sous-jacents aux questions d'historiographie, comme moyen de surmonter les préjugés idéologiques et autres. J'espère que ces notes contribueront à un dialogue utile entre sociologues et intellectuels des divers peuples de la région.

1) Des sociologues aux intérêts interdisciplinaires devraient être incités à consacrer du temps à l'étude des relations inter-ethniques et inter-religieuses entre les divers peuples et classes plutôt qu'à borner leurs études aux données événementielles et aux relations entre leurs élites respectives.

2) Les catégories conceptuelles en usage en sociologie en ce qui concerne les catégories sociales extérieures à l'Etat tels que peuples et tribus devraient s'appliquer à l'étude des sociétés proche-orientales.

3) Avant de réduire, par des généralisations, l'histoire à des banalités, il put être utile de prendre comme sujet d'étude la variété complexe des relations inter-ethniques dans le cadre des petites régions et des zones limitées.

4) Il faut écarter l'idée que l'histoire consiste dans la découverte et la poursuite de l'idée d'Etat-nation. Il faut mettre en cause l'idée selon laquelle des décisions prises par des dirigeants responsables pour des gouvernements et des pays peuvent être appréciées et justifiées uniquement par le degré de réussite dans la réalisation ou la défense de l'Etat-nation. Il devrait en être ainsi en tout cas pour les périodes historiques où la "nation", ce n'était pas la fondation d'un Etat, et pour les régions où le caractère multi-ethnique rendait abstrait et dangereux le concept d'Etat-nation. Plus précisément, il faut écarter l'idée qu'Arméniens, Kurdes et Turcs ont toujours réagi, pensé ou agi comme ils semblent le faire aujourd'hui.

Il paraît évident à ce stade que, étant donné les différenciations culturelles et les antagonismes de classe au sein de l'Empire ottoman, le défi occidental et d'autres facteurs contraignant l'Empire à des changements n'aient pas produit une conception ou une série de problèmes communs à tous les peuples sujets. Et ces peuples n'ont pas non plus adopté comme idéologie un nationalisme abstrait. Il faut reconnaître que même quand la terminologie fut empruntée à l'Occident et dans la mesure où l'on avança des formulations systématiques, les différents peuples prenaient le nationalisme dans des sens différents. En règle générale, en dépit des méandres de ses orientations libérales et démocrates, la pensée politique turque a

tendu à se préoccuper de la survie de l'Etat et du maintien du rôle dominant de l'élément turc au sein de cet Etat. Justification ou conséquence de ce fait, le problème de la justice politique et économique pour tous les sujets, classes et groupes ethniques semble avoir facilement quitté le rang des priorités. Les partis politiques arméniens formulèrent un programme qui reconnaissait l'importance de la nation en tant que catégorie économique aussi bien que politique, et par conséquent, cherchaient la solution aux problèmes arméniens dans un Empire ottoman doté d'une constitution fédérative et démocratique. La réaction kurde devait prendre en compte la réalité sociale de la tribu qui constituait un obstacle au développement d'un mouvement de masse vers des objectifs nationaux.

Néanmoins, le désir de la plupart des Arméniens de parvenir à l'égalité économique et politique, au sein de l'Empire si possible, était aussi légitime que le désir des élites turques de maintenir l'intégrité territoriale d'un empire qu'elles gouvernaient et d'un empire qui regardait ses ressortissants comme des sujets plutôt que comme des citoyens. L'aspiration kurde à l'identité culturelle et à l'autodétermination politique est manifestement plus légitime aujourd'hui que l'objectif turc consistant à créer une population homogène en Turquie.

5) Il faut renoncer à l'idée que Turcs, Kurdes, Arméniens et autres peuvent être considérés comme des catégories isolées, comme s'ils constituaient autant d'entités cohérentes. Les Arméniens n'avaient même pas une conception commune de ce qu'était la nation, ce qui est normal pour un peuple en proie à des mutations radicales ; alors que pour les classes aisées des grands centres urbains de la Turquie occidentale la nation était un ensemble religieux défini par le *millet*, les Arméniens vivant dans les zones rurales de l'Arménie historique, pauvres pour la plupart, voyaient la nation comme la communauté de ceux qui sont attachés à la terre et recherchaient les conditions minima d'une existence décente, c'est à dire le droit de posséder la terre qu'ils travaillaient et le droit à l'égalité. Contrairement à la classe moyenne turque qui, en fin de compte, cherchait sa sécurité dans l'établissement d'un Etat-nation turc plus attentif à ses préoccupations, les classes moyenne et aisée arméniennes, ceux qui possédaient le capital, recherchaient leur sécurité économique dans une soumission totale à la bureaucratie et au gouvernement ottomans, et au-delà dans leur association avec les puissances européennes qui en fait dominaient l'Empire. Le capitaliste arménien, agent de firmes étrangères ou chef de moyenne entreprise n'avait ni l'imagination voulue ni la sécurité nécessaire pour élaborer un programme politique propre ; il était en outre dans sa grande majorité hostile au mouvement révolutionnaire arménien et n'apportait aucun soutien, ni politique ni économique, aux partis qui souscrivaient à des conceptions socialistes. Finalement, en dépit d'antagonismes économiques, ce sont les Arméniens aisés, en particulier ceux des grands centres urbains, qui survécurent le mieux au génocide, grâce à leurs ressources et à leurs relations.

6) Il convient d'effectuer une analyse sérieuse de l'influence de la pénétration économique occidentale au Moyen-orient depuis le 18e siècle, des systèmes fiscaux et de leur impact sur les divers éléments de la population ottomane et turque. L'accent mis sur l'histoire diplomatique et politique au détriment des facteurs sociaux et économiques tend à imposer une vision du passé déformée par les conceptions nationalistes et autres.

Ces commentaires suggèrent aussi qu'il est nécessaire pour les sociologues provenant des divers groupes ethniques et religieux d'aborder des études concrètes et communes. Ce genre d'expériences pourraient résoudre un des problèmes les plus difficiles de l'historiographie, à savoir la connaissance de plusieurs langues, particulièrement celles des minorités. De telles entreprises pourraient également permettre de définir des secteurs d'étude offrant la possibilité d'une dénationalisation maximum de l'histoire. Finalement, outre que cela produirait une meilleure historiographie, on aurait aussi là un moyen pour les sociologues, qu'ils soient européens, turcs, kurdes, arméniens ou américains, d'apprendre à réduire les préjugés dont beaucoup font preuve. Il y aurait là un prélude à la phase où il sera possible de débattre intelligemment des sujets épineux, historiques et humains, chargés de subjectivité, et aux délicates implications historiques.

Notes

- (1) Voir Gérard Chaliand et Yves Temon, *Le génocide des Arméniens*, Bruxelles, 1980.
- (2) Kendal, "Le Kurdistan de Turquie", dans *Les Kurdes et le Kurdistan*, Paris, 1978.
- (3) Justin McCarthy, *Muslims and Minorities*, p.134, New York, 1983.
- (4) L'oeuvre la plus représentative de cette catégorie est *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, vol. 1, par Stanford et Ezel Kural Shaw, New York 1978 ; voir la critique de cet ouvrage par Rifaat Ali Abu-el-Hajj dans *American Historical Review*, 4, 1977, p. 1029.
- (5) L'historien le plus représentatif de cette position est Kemal Karpat.
- (6) Voir la préface de Pierre Vidal-Naquet à *Le crime de silence*, sous la direction de Gérard Chaliand, Paris, 1984.
- (7) Cette conception qui est peut-être la première formulation d'une dimension importante des luttes de libération nationale du 20e siècle, assimilée à une classe un groupe ethnique politiquement et économiquement opprimé par un gouvernement étranger. Voir Gérard Libaridian, "Revolution and Liberation in the 1892 and 1907 Programs of the Dashnaksutiun", dans *Transcaucasia : Nationalism and Social Change*, sous la direction de Ronald Suny, Michigan, 1983, pp. 185-196.
- (8) Dans la revue *Khamsin* (Londres, n° 11, 1983) consacrée à la Turquie, A. Ender a donné un exposé substantiel du problème kurde ; le numéro spécial de juillet-août 1984 des *Temps Modernes*, consacré à la Turquie, comprend deux contributions importantes, l'une par Anahide Ter-Minassian sur la question arménienne (pp. 419-446), et l'autre par Joyce Blau sur le problème kurde (pp. 447-461). A la différence de nombreuses publications occidentales et turques, la chronologie que comprend ce numéro inclut le génocide des Arméniens en tant qu'événement important de l'histoire ottomane. Une telle reconnaissance est peut-être due à une conscience accrue chez certains sociologues turcs et étrangers depuis le coup d'Etat militaire de 1980, de ce que l'Etat est capable de faire au lieu de résoudre les questions sociales fondamentales ; la reprise de la combativité kurde et la violence politique arménienne ont peut-être aussi contribué à sensibiliser certains auteurs au destin tragique de ces deux peuples.

- (9) Voir Gérard Libaridian "Armenia and Armenians : a Divided Homeland and a Dispersed People", dans *Soviet-Asian Ethnic Frontiers*, sous la direction de M. McCagg et B. Silvers, New York, pp. 27-60.
- (10) Cet argument a été ouvertement présenté par un historien économiste turc pendant un séminaire tenu dans une grande université américaine ; ce spécialiste demanda que son nom ne soit pas divulgué lorsqu'il exposa certaines de ses conceptions afin d'éviter les représailles du gouvernement militaire turc au pouvoir au moment de sa contribution.
- (11) Hagop Chahbazian, *Krdo-Haï Patmoutioun* (histoire kurdo-arménienne), Constantinople, 1911 ; S. Ximenez, *Kurds and Armenians*, Londres, 1895. Un grand nombre d'articles et de brochures dus à des sociologues ou observateurs arméniens et consacrés à la société turque ont paru entre 1900 et 1914, par exemple M.T. Chevov, *Krdere Taichkahajastanoun. Azgagrajab niuter* (Les Kurdes en Arménie turque. Etudes ethnographiques), Saint Petersbourg, 1905.
- (12) Un domaine important qui devra être plus sérieusement exploré est celui des rapports entre le génocide et une bourgeoisie turque naissante au début du 20^e siècle. Cette bourgeoisie, ainsi que le milieu militaire, fournit la base sociale principale pour le développement du nationalisme turc. L'élimination de l'élément arménien devait créer le vide nécessaire pour que cette classe accède à une position prééminente dans l'économie. Il est de fait aussi qu'une proportion importante des usuriers de province étaient arméniens ; ils s'enrichissaient aux dépens des Kurdes et des Turcs autant que des Arméniens. Néanmoins, il devient de plus en plus évident pour ceux qui étudient le génocide que, bien que les antagonismes inspirés par des considérations économiques aient joué un rôle important en provoquant dans les masses la cruauté à l'égard des Arméniens, c'est encore, parmi ceux-ci, les plus riches qui avaient la meilleure chance d'échapper au massacre ; la proportion de survivants dans les classes aisées apparaît bien plus élevée que parmi ceux qui n'avaient pas les moyens d'acheter des faveurs ou des biens pour rester en vie. C'est l'un des points soulignés par J. Lepsius pendant le procès de Soghomon Tehlirian qui, en 1921 à Berlin, avait abattu Talaat Pacha, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement jeune-turc et reconnu comme principal organisateur des massacres et de la déportation. En fin de compte, le génocide fut l'anéantissement total de la majorité de la population arménienne et la destruction complète des classes les plus pauvres, la paysannerie et les travailleurs des petites agglomérations.
- (13) *The Economist*, Londres, 18 juin 1983, p. 54.
- (14) Libaridian, "Revolution and Liberation...", op. cit.
- (15) Libaridian "The Changing Armenian Self-Image in the Ottoman Empire", dans *The Armenian Image in Literature and History*, sous la direction de R.G. Hovannisian, Malibu, Cal., 1981, pp. 150-170.
- (16) Voir la déclaration du metteur en scène, aujourd'hui décédé, à la session du Tribunal Permanent des Peuples, sur le génocide arménien, qui se tint à Paris du 13 au 16 avril 1984, déclaration publiée, entre autres, dans *Le Crime de silence*, Paris, 1984.